



## **Assemblée générale**

Distr.  
LIMITÉE

A/CONF.166/PC/L.21  
28 octobre 1994  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL  
Consultations officielles intersession  
24-28 octobre 1994  
New York

### PROJET DE DÉCLARATION

#### Note d'information présentée par le Président

#### INTRODUCTION

1. Nous, chefs d'État et de gouvernement, sommes réunis à Copenhague, à la veille du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, pour oeuvrer en toute priorité à l'amélioration de la condition humaine, dès à présent et pour le XXI<sup>e</sup> siècle.
2. Nous constatons que les peuples du monde montrent, de différentes façons, qu'il est urgent de nous attaquer aux problèmes sociaux qui affectent profondément toutes les sociétés, en particulier le paupérisme, le manque d'emplois productifs et la désintégration sociale.
3. Nous voulons saisir l'occasion unique que nous offre la fin de la guerre froide d'ouvrir une nouvelle ère de coopération basée sur le partenariat et de lancer une nouvelle dynamique de bien-être universel centrée sur les besoins et les aspirations des peuples.
4. Nous estimons que la croissance et le développement social sont interdépendants et synergiques. Une croissance économique viable est une condition essentielle au développement social, et ce dernier est le fondement nécessaire d'une expansion économique équitable.
5. À cette fin, nous souscrivons à la présente déclaration et au Plan d'action ci-après.

## PREMIÈRE PARTIE

### SITUATION SOCIALE ACTUELLE ET JUSTIFICATION DU SOMMET

1. Nous sommes les témoins de progrès sans précédent, mais aussi d'une indicible misère; l'avancée de la prospérité s'accompagne d'une avancée de la pauvreté. Ce contraste flagrant est inadmissible et dangereux.

2. La mondialisation, qui est la conséquence de l'amélioration des communications, de la forte expansion des échanges commerciaux et des mouvements de capitaux ainsi que du progrès technique, ouvre de nouvelles possibilités pour le développement et la croissance de l'économie mondiale. En même temps, le processus rapide de changement et d'ajustement provoque des inégalités et des exclusions, tant dans chaque pays qu'entre les pays. Ces phénomènes ont eu des répercussions fortes sur les pays en développement. Notre tâche doit être de gérer ces processus de façon à maximiser leurs effets bénéfiques tout en atténuant leurs répercussions négatives. La mondialisation offre des occasions de mettre en commun les expériences, de tirer des enseignements des succès et des problèmes d'autrui, de profiter d'un fécond rapprochement des idéaux, des valeurs et des aspirations et de moderniser les institutions. Elle facilite une intensification des efforts en vue d'atteindre plus vite les buts communs en unissant nos forces dans un climat de confiance, de coopération et de conscience de l'universalité de la destinée humaine.

3. On constate des progrès dans plusieurs domaines :

a) Depuis 50 ans, la richesse des nations a été multipliée par sept, et les échanges ont augmenté plus spectaculairement encore;

b) L'espérance de vie et les taux d'alphabétisation et de scolarisation au niveau primaire ont augmenté dans la plupart des pays, et les taux moyens de mortalité infantile dans les pays en développement ont diminué;

c) L'instauration d'institutions démocratiques et pluralistes ainsi que des libertés civiles progresse.

4. Pourtant, nous constatons que nombreux sont ceux qui vivent dans une détresse grandissante :

a) Dans beaucoup de sociétés, aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement, mais surtout dans ces derniers, l'écart s'est creusé entre les riches et les pauvres; il s'est creusé aussi entre les pays les moins avancés d'une part, les autres pays en développement et les pays industrialisés de l'autre;

b) Les pays qui réforment et démocratisent radicalement leur régime politique connaissent de graves problèmes sociaux et des problèmes de transition;

c) Plus d'un milliard d'êtres humains vivent dans une pauvreté inadmissible; plus de la moitié d'entre eux souffrent chaque jour de la faim;

/...

une forte proportion des hommes et des femmes, notamment en Afrique et dans les pays les moins avancés, n'ont aucun revenu et aucune ressource, ou presque;

d) Plus de 120 millions de personnes sont officiellement au chômage et beaucoup plus encore sont sous-employées; trop de jeunes, même parmi ceux qui ont achevé leurs études, n'ont aucun ou presque aucun espoir de s'intégrer dans leur société par un travail productif;

e) Beaucoup trop d'êtres humains, et en particulier de femmes, sont de plus livrés à la précarité, l'isolement, la marginalisation, la violence et l'incertitude du lendemain – le leur et celui de leurs enfants – car la pauvreté, le chômage et la désintégration sociale, dont les effets se renforcent mutuellement, sont devenus des phénomènes caractéristiques du monde contemporain.

5. Même si tous ces problèmes ont un caractère mondial et touchent tous les pays, nous reconnaissons sans hésiter que la situation des pays en développement, en particulier des pays africains et des pays les moins avancés, est critique et appelle spécialement l'attention. Nous reconnaissons aussi que les pays qui entreprennent des réformes sociales et politiques fondamentales ont besoin de l'aide de la communauté internationale.

6. Nous savons que la pauvreté, l'absence d'emplois productifs et la désintégration sociale constituent un gaspillage de ressources humaines et un symptôme de défaillance des marchés et des institutions et processus sociaux. Ce sont en même temps de graves atteintes à la dignité humaine. Nous ne pourrions conserver la confiance des peuples du monde que si la satisfaction de leurs besoins est notre objectif prioritaire.

7. L'action dans ce sens devra s'appuyer sur des efforts incessants pour réduire et éliminer ces autres grands facteurs de détresse sociale que sont les conflits armés régionaux et ethniques. Dans ce contexte, il faut reconnaître que le commerce des armes et l'acquisition d'armes ont un effet désastreux sur tous les aspects du développement, et agir en conséquence.

8. Notre tâche doit être de répondre aux besoins immédiats de ceux qui sont le plus touchés par la détresse, d'adopter un modèle de développement social centré sur la personne humaine pour nous guider aujourd'hui et demain et de créer une culture de coopération et de partenariat. Nous sommes résolus à accomplir cette tâche et à encourager le développement social dans le monde entier.

## PARTIE II

### PRINCIPES ET BUTS

9. Nous, chefs d'État et de gouvernement, souscrivons à une conception politique et éthique du développement social fondée sur la dignité humaine, l'égalité, le respect d'autrui, la responsabilité mutuelle et la coopération. En conséquence, nous nous engageons à faire du progrès social et de l'épanouissement de l'être humain les objectifs prioritaires des politiques et de l'action aux niveaux national, régional et international.

10. À cet effet, nous établirons les conditions nécessaires à une action qui :

a) Place la personne humaine au centre du développement, et mette l'économie au service des besoins humains;

b) Reconnaisse la nécessité d'assurer à tous le bien-être et une vie productive, de nous acquitter de nos responsabilités à l'égard des générations présentes et futures, d'assurer l'équité au sein de chaque génération et de promouvoir la protection et l'utilisation viable de l'environnement;

c) Reconnaisse que le développement social est une responsabilité qui incombe à chaque pays et que l'appui de la communauté internationale lui donnera de meilleures chances de succès;

d) Tienne compte de l'interdépendance entre l'économique et le social, entre l'activité publique et l'activité privée, intègre les politiques économiques et sociales de façon qu'elles concourent conjointement au bien-être et à la dignité de l'humanité tout entière, et remédie aux causes profondes de la pauvreté, du chômage et de la désintégration sociale;

e) Exalte la dignité humaine, la justice sociale et la solidarité au niveau national et au niveau international et soit fondée sur la tolérance, la non-violence, le pluralisme et le respect de la diversité dans chaque société ainsi qu'entre les sociétés;

f) Favorise plus de justice dans la répartition du revenu et dans l'accès aux ressources grâce à des politiques visant à assurer l'équité et l'égalité des chances à tous les niveaux;

g) Reconnaisse que la famille est l'unité de base de la société, qu'elle joue un rôle crucial dans le développement social et qu'elle doit donc être renforcée. Elle a le droit d'être protégée à tous les égards et d'être appuyée sous toutes ses formes dans les différents régimes culturels, politiques et sociaux;

h) Favorise et protège les droits de l'homme universellement établis, y compris le droit au développement; encourage l'exercice de droits et de responsabilités propres à assurer le progrès social et la sécurité de tous; suscite la recherche du bien commun et de relations harmonieuses entre les êtres humains et l'environnement, favorise l'équité et l'égalité entre les hommes et les femmes;

/...

i) Favorise le progrès et la sécurité des personnes et des communautés de sorte que tout membre de la société mondiale puisse satisfaire ses besoins essentiels, affirmer sa dignité, vivre en sécurité, donner effet à sa créativité et réaliser son potentiel;

j) Fasse une place importante à la bonne gestion des affaires publiques, dans le respect des principes d'intégrité, de respect, de transparence, d'efficience, d'efficacité, de responsabilité de toutes les institutions publiques et privées, nationales et internationales; fasse en sorte que les choix des pouvoirs publics, des entreprises, de tous les éléments de la société civile, y compris les syndicats, les organisations non gouvernementales, les coopératives, les associations, les membres des organisations internationales et des institutions financières et, en fin de compte, tous les citoyens du monde, concourent au bien-être durable de tous;

k) Reconnaisse que les êtres humains sont la principale ressource pour le développement et que beaucoup possèdent des compétences considérables, et en conséquence donne à tous, notamment aux pauvres et aux défavorisés, les moyens et le pouvoir de participer aux décisions qui concernent leur existence, dans la confiance, la réciprocité, la participation et l'entraide;

l) Encourage une plus grande participation, la liberté d'association et l'autonomie des communautés, qui contribuent socialement et économiquement à assurer à tous plus de bien-être social et une vie plus productive;

m) S'attaque, en recourant à différents moyens de coopération, aux problèmes et dangers planétaires, tels que les maladies transmissibles, les activités criminelles organisées, l'abus des drogues, le trafic des stupéfiants et la criminalité qu'il entraîne, le terrorisme et les dépenses d'armement.

11. Nous reconnaissons que c'est essentiellement aux gouvernements qu'il incombe d'atteindre ces objectifs. Nous reconnaissons également qu'ils ne peuvent les atteindre isolément. La communauté internationale, les Nations Unies et tous les secteurs de la société doivent fournir leur juste part de l'effort et des ressources nécessaires pour réduire les disparités existant au sein de chaque pays et entre les pays au moyen d'un effort mondial visant à atténuer les tensions sociales et à créer plus de stabilité et de sécurité. Nous invitons chacun à affirmer sa volonté d'améliorer la condition humaine en prenant des initiatives concrètes dans son domaine d'activité et en assumant des responsabilités civiques spécifiques.

### PARTIE III

#### ENGAGEMENTS

12. Sur la base de notre conception commune, qui vise à faire régner la justice sociale et l'équité dans les pays et entre les pays dans le respect total de la souveraineté et des objectifs nationaux, des priorités de développement de chaque pays ainsi que de la diversité religieuse et culturelle, nous nous lançons dans un effort mondial de développement de progrès social qui trouve son expression dans les engagements ci-après.

/...

### Engagement 1

Nous nous engageons à créer, à tous les niveaux, un environnement économique et social, politique et juridique favorable au développement social.

### Environnement économique et social

À cette fin, nous nous proposons, à l'échelon national, de :

a) Promouvoir des politiques et des institutions favorables à un marché dynamique, ouvert et compétitif et à un accès plus large et plus juste de tous, en particulier des plus pauvres et des plus défavorisés, aux marchés;

b) Mobiliser à titre prioritaire davantage de ressources à affecter au développement social, tout en veillant à ce qu'elles soient utilisées efficacement;

Sur le plan international, nous nous proposons de :

c) Élaborer et coordonner des politiques macro-économiques propres à promouvoir un développement durable et la réduction du protectionnisme dans l'économie mondiale, à améliorer l'ordre financier et la stabilité financière et à faciliter l'accès des pays en développement aux marchés, aux investissements productifs et aux techniques, en tenant dûment compte des besoins des pays en transition;

d) Favoriser l'établissement d'un climat économique international sain, qui stimule l'investissement à long terme et réduise l'instabilité des flux internationaux de capitaux et favorise le développement d'entreprises productives, créatrices d'emplois, qui assument leurs responsabilités sociales et respectent l'environnement;

e) Aider, particulièrement par une coopération technique et financière, les pays en développement qui s'efforcent de réaliser une croissance rapide, générale et durable, surtout les pays à bas revenu où le paupérisme, et la désintégration sociale et la pénurie de ressources sont le plus graves.

### Environnement politique et juridique

À cette fin, nous nous proposons, à l'échelon national, de :

a) Mettre en place un environnement juridique stable, assurer l'équité et l'égalité des chances pour tous, hommes et femmes, promouvoir et faire respecter les droits de l'homme, les libertés fondamentales et l'état de droit, mettre fin à toute discrimination de jure et de facto, et encourager les associations représentatives de la société civile;

b) Promouvoir la pleine participation de tous à l'élaboration et à l'application des décisions qui concernent le fonctionnement et le bien-être de nos sociétés;

c) Renforcer les moyens d'action et les compétences afin que chacun puisse participer à l'élaboration et à l'application des programmes sociaux et économiques, grâce à la décentralisation et à l'amélioration des aptitudes de la société civile et des communautés locales et de leurs possibilités de développer elles-mêmes leurs associations, leurs ressources et leurs activités;

d) Faire en sorte que chacun ait accès à la vaste gamme de données, de connaissances, d'informations et d'opinions nécessaires pour promouvoir le développement social;

Au niveau international, nous nous proposons de :

e) Veiller à ce que les décisions internationales relatives au commerce, à l'investissement, aux technologies, à la dette et à l'APD soient appliquées d'une manière propre à stimuler le développement social;

f) Veiller à ce que les droits de l'homme universellement reconnus, y compris le droit au développement, qui est un droit essentiel et fondamental, soient partout respectés de façon efficace.

## Engagement 2

L'élimination la plus rapide possible du paupérisme étant pour l'humanité un impératif moral, politique et économique, nous nous engageons à y travailler par des initiatives nationales efficaces et par la coopération internationale.

Dans ce but, nous nous proposons, à l'échelon national, de :

a) Formuler ou renforcer des stratégies nationales spécifiques, avec des échéances précises, pour assurer la réduction notable de la pauvreté et l'élimination de l'extrême pauvreté;

b) Axer notre action et notre politique sur l'élimination des causes profondes de la pauvreté et la satisfaction des besoins fondamentaux de tous, notamment en faisant disparaître la faim et la malnutrition et en assurant les soins de santé primaires, la possibilité de planifier volontairement les naissances, l'approvisionnement en eau salubre et l'assainissement, l'instruction primaire universelle et un logement adéquat;

c) Veiller à ce que ceux qui vivent dans la pauvreté aient accès au travail, au crédit, à l'information et au savoir, et à ce qu'ils soient appuyés par des politiques et règlements favorables qui renforcent leur potentiel et leur donnent les moyens de participer au développement économique et social et d'en bénéficier;

d) Stimuler une croissance économique rapide et générale pour permettre aux personnes vivant dans la pauvreté de profiter de l'expansion de l'emploi et des nouveaux créneaux économiques;

e) Élaborer et appliquer des politiques propres à assurer à tous en cas de chômage, de maladie ou d'incapacité, ainsi qu'aux personnes âgées et à ceux qui élèvent des enfants, une bonne protection économique et sociale;

/...

f) Accorder une attention particulière aux besoins des femmes et des enfants, qui sont les principales victimes de la pauvreté;

g) Revoir les politiques et les budgets nationaux et les réorienter de façon à satisfaire les besoins fondamentaux et à réduire les inégalités;

Au niveau international, nous proposons de :

h) Fournir une assistance technique et financière aux pays en développement qui font des efforts viables et efficaces pour assurer rapidement une croissance générale propre à réduire notablement la pauvreté et à promouvoir le progrès social à brève échéance, en particulier aux pays à bas revenu où la pauvreté et les autres problèmes sociaux sont les plus graves et les pénuries de ressources intérieures les plus aiguës;

i) Veiller à ce que les institutions internationales, surtout les institutions financières multinationales, aident les pays en développement et les autres pays en difficulté qui cherchent à atteindre notre objectif ultime, à savoir l'éradication de la pauvreté et la garantie d'une protection sociale de base;

j) Éliminer tous les obstacles qui empêchent, au niveau international, de faire disparaître définitivement la pauvreté au moyen d'une coopération régionale et internationale soutenue.

### Engagement 3

Nous nous engageons à donner à tous des moyens viables de gagner leur vie par un travail productif stable et librement choisi, et à conserver l'objectif du plein emploi.

À cette fin, nous nous proposons, à l'échelon national, de :

a) Promouvoir la création d'emplois productifs, notamment sous forme de travail indépendant, dans toutes les branches de l'activité économique, dans les villes et dans les campagnes, et dans tous les secteurs;

b) Placer la création d'emplois convenablement rémunérés et la réduction du chômage au centre des stratégies et des politiques des gouvernements, avec la participation active des entreprises et des syndicats et dans le plein respect des droits des travailleurs;

c) Stimuler l'investissement et promouvoir des techniques propres à créer des emplois productifs;

d) Accroître l'offre de travail et la productivité par de gros investissements dans le développement des ressources humaines : éducation et soins de santé, promotion du travail indépendant et des petites entreprises, meilleur accès au crédit, à l'information et aux infrastructures, etc.;



e) Veiller à ce que les travailleurs et le patronat aient la formation nécessaire pour s'adapter à l'évolution de la technologie et des marchés du travail et puissent utiliser au mieux leurs compétences et leurs aptitudes;

f) Étudier des formules novatrices pour créer des emplois et assurer une juste distribution du travail;

g) Reconnaître le rôle important que joue le travail non rémunéré – bénévolat, soins aux vieillards et aux handicapés, garde des enfants – en tant que facteur de bien-être et de développement social;

h) Attacher une importance particulière à l'emploi des jeunes et à la transition entre les études et la vie active;

i) Nous attaquer au problème du chômage structurel et du chômage de longue durée;

Au niveau international, nous proposons de :

j) Veiller à ce que les travailleurs migrants bénéficient des protections prévues dans tous les instruments nationaux et internationaux pertinents;

k) Fixer comme objectif d'assurer des emplois de qualité dans le respect total des conventions pertinentes de l'OIT;

l) Veiller à ce que toutes les organisations internationales et régionales qui s'occupent de développement fassent de la promotion de l'emploi productif dans tous les pays un objectif central de leurs politiques et programmes.

#### Engagement 4

Nous nous engageons à promouvoir l'intégration sociale et la participation de tous en encourageant l'instauration de sociétés stables, sûres et justes.

À cette fin, nous nous proposons, à l'échelon national, de :

a) Éliminer toutes les formes de discrimination et d'exclusion et veiller à ce que soient respectés les droits universels de l'homme et les libertés fondamentales;

b) Promouvoir la démocratie, l'état de droit, la bonne gestion des affaires publiques et la pleine participation de tous les citoyens à la vie politique;

c) Combattre le crime, la violence, l'abus des drogues et leurs causes profondes, qui sont des facteurs de désintégration sociale;

d) Encourager l'adhésion universelle aux valeurs fondamentales que sont le respect du pluralisme et de la diversité, la tolérance et la responsabilité, qui sont essentielles au bon fonctionnement de la société;

/...

e) Assurer la protection et la pleine intégration des groupes et des individus défavorisés et vulnérables, y compris les enfants, les personnes âgées et les handicapés;

f) Adopter des mesures spécifiques propres à faire mieux respecter la diversité culturelle et reconnaissant les droits fondamentaux et les besoins des réfugiés, des personnes déplacées dans leur propre pays et des migrants;

g) Reconnaître et respecter l'identité, la culture et les intérêts des peuples autochtones et appuyer leurs aspirations à l'autosuffisance et à la pleine participation à la vie sociale, économique et politique de la nation;

h) Renforcer les institutions qui favorisent l'intégration sociale, en reconnaissant le rôle central que joue la famille;

i) Inciter les enseignants et la presse à faire mieux connaître et comprendre tous les aspects de l'intégration sociale, y compris la non-violence, la tolérance et la solidarité;

À l'échelon international, nous nous proposons de :

j) Encourager la ratification et l'application intégrale de tous les instruments internationaux intéressant l'élimination de la discrimination et la protection des droits de l'homme;

k) Renforcer l'action de toutes les institutions régionales et internationales à l'appui de la tolérance, du respect de la diversité culturelle et de la participation au développement général et au progrès social.

#### Engagement 5

Nous nous engageons à instaurer une équité et une égalité véritables entre les hommes et les femmes et à reconnaître et renforcer la participation des femmes au progrès et au développement social.

À cette fin, nous nous proposons, à l'échelon national, de :

a) Encourager le changement des attitudes, des politiques et des pratiques de façon à éliminer tous les obstacles à une véritable équité, et à l'égalité entre les sexes et à la pleine participation des femmes à la société;

b) Définir des politiques, des objectifs et des critères mesurables de péréquation entre les sexes;

c) Promouvoir une participation équilibrée des deux sexes aux prises de décisions économiques et politiques à tous les niveaux, ainsi qu'à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques;

d) Faciliter l'accès des femmes à une plus large gamme d'activités économiques et, notamment, leur assurer pleinement l'égalité d'accès à l'éducation, à la formation, au perfectionnement, à l'emploi, au crédit, à la propriété et aux autres ressources économiques;

/...

e) Faire de la démarginalisation des femmes par l'alphabétisation universelle et l'amélioration de leur situation économique, sanitaire, culturelle, politique, sociale et juridique un objectif prioritaire du développement;

f) Prendre des mesures efficaces pour éliminer toutes les formes d'exploitation, de sévices et de violences contre les femmes, en particulier les réfugiées et celles qui sont touchées par des conflits armés;

g) Renforcer l'égalité et le partenariat entre les hommes et les femmes, de façon à améliorer le partage des responsabilités familiales, professionnelles et sociales, et à assurer une répartition plus équitable du pouvoir économique et politique en vue de promouvoir le développement social, la démocratie et la paix;

À l'échelon international, nous nous proposons de :

h) Encourager la ratification et la mise en oeuvre de toutes les dispositions de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et d'autres instruments pertinents, ainsi que la levée des réserves dont ils ont fait l'objet, et promouvoir l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme.

#### Engagement 6

Nous nous engageons à promouvoir le développement économique, social et humain de l'Afrique et des pays les moins avancés.

À cette fin, nous nous proposons, à l'échelon national, de :

a) Prendre des mesures efficaces pour assurer l'éradication de la pauvreté et l'amélioration des services de santé, de l'éducation, de l'habitat et de la nutrition;

b) Promouvoir l'investissement intérieur et l'investissement étranger direct afin d'appuyer le développement social;

c) Renforcer les moyens nationaux de planification, de gestion et d'exécution de programmes de développement social et économique;

À l'échelon international, nous nous proposons de :

d) Trouver une solution réaliste, complète et viable, au problème de la dette extérieure, en prenant d'urgence des mesures telles que l'annulation des dettes bilatérales dans le cadre de l'examen à mi-parcours du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 et, en 1996 au plus tard, dans le contexte de l'Année internationale pour l'éradication de la pauvreté;

e) Prendre des mesures spéciales pour promouvoir l'expansion des échanges en élargissant l'accès aux marchés des pays développés, en relevant les prix des produits de base et en renforçant la coopération Sud-Sud;

/...

f) Appuyer les réformes économiques et les efforts de diversification de leurs produits entrepris par les pays africains;

g) Accroître l'aide publique au développement et la partie de cette aide qui est consacrée aux programmes sociaux sans réduire les allocations de ressources à d'autres secteurs;

h) Veiller à ce que les stratégies et mesures décidées par la communauté internationale pour assurer le développement de l'Afrique soient appliquées et appuyer les stratégies et programmes de développement décidés par les pays africains et les pays les moins avancés.

#### Engagement 7

Nous nous engageons à faire en sorte que les programmes d'ajustement structurel favorisent les objectifs de développement social, y compris l'éradication de la pauvreté, la création d'emplois productifs et le renforcement de l'intégration sociale.

À cette fin, nous proposons, à l'échelon national, de :

a) Veiller à ce que les objectifs de développement social soient toujours intégrés dans les politiques et programmes d'ajustement, y compris ceux qui sont appliqués dans le contexte d'une transition, d'un processus de mondialisation ou d'une mutation rapide;

b) Prendre des mesures en vue de protéger l'essentiel des programmes et budgets sociaux, en particulier ceux qui visent les groupes sociaux les plus faibles et les plus vulnérables, contre les compressions budgétaires générales;

c) Analyser, pays par pays, l'impact des programmes d'ajustement structurel sur le développement social, au moyen d'évaluations d'impact social et par d'autres méthodes appropriées, et élaborer des politiques propres à réduire les effets négatifs de ces programmes et à maximiser leurs effets positifs;

d) Renforcer la contribution des programmes d'ajustement structurel aux objectifs de développement social en y intégrant des mesures visant à promouvoir un accès équitable aux revenus et aux ressources;

À l'échelon international, nous nous proposons de :

e) Faire en sorte que les organisations régionales et internationales, et en particulier les institutions de Bretton Woods, appuient ces objectifs, coopèrent à leur réalisation et intègrent mieux les objectifs de développement social dans leurs politiques, programmes et opérations;

f) Promouvoir la mise au point d'une approche cohérente et coordonnée du développement économique et social en stimulant la coopération entre les institutions de Bretton Woods et les autres institutions financières multilatérales et les organismes compétents des Nations Unies;

g) Demander à l'Organisation des Nations Unies d'étudier, en coopération avec la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et d'autres institutions multilatérales de développement, l'impact des programmes d'ajustement structurel sur le développement économique et social et d'aider les pays qui appliquent de tels programmes à créer des conditions favorables à la croissance économique, à la création d'emplois, à l'éradication de la pauvreté et au développement social.

#### Engagement 8

Nous nous engageons à mobiliser et allouer suffisamment de ressources nationales et internationales pour atteindre nos objectifs et honorer nos engagements en matière de développement social.

À cette fin, nous nous proposons, à l'échelon national, de :

a) Mettre au point des politiques économiques intérieures propres à attirer l'épargne intérieure vers des investissements productifs et chercher de nouvelles sources, publiques et privées, de financement des programmes sociaux;

b) Faciliter aux petites entreprises et aux micro-entreprises, et particulièrement aux groupes sociaux désavantagés, l'accès au crédit, et mettre au point des politiques d'aide aux entreprises du secteur parallèle en vue de les intégrer progressivement dans l'économie structurée;

c) Adopter des régimes fiscaux progressifs, basés sur la capacité contributive, ainsi que des systèmes efficaces et équitables de perception de l'impôt;

d) Veiller également à ce que les régimes fiscaux taxent de manière adéquate et équitable, outre les particuliers, les entreprises à but lucratif, selon des modalités qui pénalisent la spéculation nuisible au développement et stimulent les activités réellement productives et créatrices d'emplois;

e) Créer un environnement favorable à la participation des organisations bénévoles aux programmes de développement social;

f) Réduire les dépenses militaires et les investissements dans la production d'armements, afin de dégager des fonds supplémentaires à allouer au développement économique et social;

Sur le plan international, nous nous proposons de :

g) Nous employer à ce que l'objectif convenu pour l'aide publique au développement – 0,7 % du PNB – soit atteint au plus tôt, et accroître la part des ressources consacrée aux programmes de développement social, de façon qu'elle soit à la mesure de l'importance et de l'ampleur des activités nécessaires pour atteindre les objectifs de la Déclaration et du Programme d'action;

h) Veiller à ce que les accords d'allégement de la dette soient appliqués d'urgence et négocier d'autres initiatives et des mesures novatrices pour effacer au plus tôt toute la dette des pays gravement endettés;

i) Tenir compte des besoins des pays en transition dans les programmes de coopération et d'assistance financière internationales;

j) Obtenir de tous les bailleurs de fonds et mécanismes de financement, qu'ils soient multilatéraux, bilatéraux ou privés, des financements nouveaux et supplémentaires, dont les conditions – notamment l'élément de libéralité ou la gratuité – varieront en fonction de critères et d'indicateurs valables et équitables;

k) Accroître les financements destinés aux activités opérationnelles de l'ONU et des institutions spécialisées dans le domaine du développement social.

#### Engagement 9

Nous nous engageons à renforcer, dans un esprit de partenariat, le cadre de la coopération internationale à l'appui du développement social par le biais de l'ONU et des autres institutions multilatérales.

À cette fin, nous nous proposons de :

a) Donner instruction à nos représentants auprès des institutions des Nations Unies, des organismes internationaux de développement et des banques de développement multilatérales de veiller à ce que ces institutions prennent des mesures appropriées pour assurer un progrès régulier et continu conformément aux objectifs et aux engagements adoptés par le Sommet;

b) Appliquer fidèlement et selon le calendrier prévu les résultats des négociations d'Uruguay, y compris les dispositions supplémentaires contenues dans les Accords de Marrakech, car il existe une synergie entre la croissance générale des revenus, celle de l'emploi et celle des échanges;

c) Contrôler la façon dont la libéralisation des échanges accélère ou freine la satisfaction des besoins élémentaires dans les pays en développement en accordant une attention particulière aux nouvelles initiatives visant à leur ouvrir davantage de possibilités de commerce extérieur;

d) Développer le cadre de la coopération économique et sociale internationale prévue par la Charte des Nations Unies, et notamment revitaliser le rôle du Conseil économique et social;

e) Promouvoir et renforcer la coordination entre les institutions des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods dans le domaine des programmes sociaux et économiques;

f) Développer à tous les niveaux les moyens d'action pour la mise en oeuvre des politiques et programmes de développement social, notamment par la valorisation du capital humain et le renforcement des institutions et des systèmes de recherche et d'information;

/...

g) Organiser un deuxième Sommet mondial pour le développement social, qui examinera l'état d'avancement de l'application des décisions du présent Sommet et décidera, au besoin, de nouvelles initiatives.

#### NOTES SUR LES ENGAGEMENTS

##### Engagement 2

###### Variante du paragraphe introductif

Nous nous engageons à ramener l'incidence globale de la pauvreté à un niveau minimum et, là où cela est possible, à faire disparaître les pires formes de pauvreté dans les plus brefs délais, par des mesures nationales efficaces et par la coopération internationale.

###### Ajout proposé

Prévenir ou atténuer les souffrances extrêmes que subissent les personnes vivant dans la pauvreté dans les zones touchées par des conflits ou des catastrophes naturelles, ainsi que les migrants involontaires.

##### Engagement 3

###### Variante du paragraphe introductif

Nous nous engageons à élaborer et à adopter des politiques propres à élargir les possibilités d'activité économique et à promouvoir une croissance économique durable afin que, dans tous les secteurs, chacun puisse avoir un travail rémunérateur – éventuellement un emploi indépendant productif librement choisi – qui lui assure un gagne-pain sûr et stable.

###### Variante proposée de l'Engagement 3 a)

a) Nous employer à promouvoir un environnement économique favorable, particulièrement pour les pays en développement, en garantissant un système commercial international ouvert, équitable, sûr, non discriminatoire et prévisible; en stimulant l'investissement étranger direct; en réduisant le fardeau de la dette; en fournissant des ressources financières nouvelles et supplémentaires, dont les conditions pourront varier – elles pourront par exemple comporter un élément plus ou moins grand de libéralité ou prendre la forme de dons; en facilitant l'accès aux techniques; et en veillant à ce que les problèmes sociaux soient pris en considération dans la conception et la mise en oeuvre des programmes d'ajustement structurel.

##### Engagement 4

###### Variante proposée de l'Engagement 4 a)

a) Veiller à ce que des lois et institutions efficaces interdisent toute discrimination basée sur le sexe, la race, l'ethnie, l'origine régionale, la langue, l'état civil, la religion, l'âge ou l'incapacité, et empêchent et

/...

éliminent tous actes de violence et de harcèlement inspirés par ces motifs ou par d'autres.

Ancien 4 d) qu'il est proposé d'inclure dans le Programme d'action

Étant donné l'importance de la communication et de l'information pour l'intégration sociale et le respect de la diversité, mener une action d'éducation et de sensibilisation pour que le régime de la presse écrite et électronique nationale et internationale permette un service public qui ne soit ni contrôlé par l'État, ni exclusivement orienté vers le profit.

Ajout proposé

Reconnaître l'importante contribution qu'apporte le travail non rémunéré, y compris le bénévolat, les soins aux personnes âgées et aux handicapés et la garde des enfants, au bien-être et au développement social.

Engagement 6

Nouveau paragraphe introductif proposé

Nous nous engageons à accorder une attention particulière au développement économique, social et humain de l'Afrique et à annuler d'urgence la totalité de la dette au titre de l'APD dont sont redevables les pays à bas revenu gravement endettés, particulièrement ceux d'Afrique subsaharienne.

(Il a été proposé de supprimer la mention de la dette.)

Engagement 7

(Il a été proposé que la question de l'ajustement structurel soit intégrée dans l'engagement relatif à l'environnement favorable ou dans l'Engagement 9 ou dans le Programme d'action.)

Révision de l'Engagement 7

Nous nous engageons à promouvoir des politiques d'ajustement structurel propres à assurer le progrès économique et social en associant des mesures de stabilisation et une politique de développement du marché à des mesures de valorisation du capital humain et de réduction de la pauvreté. Nous nous engageons aussi à protéger ceux qui sont vulnérables et ceux qui vivent dans la pauvreté des éventuels effets négatifs des mesures d'ajustement nécessaires, tout en veillant à ce que les politiques d'ajustement fassent une place prioritaire à l'amélioration de la capacité des pauvres de gagner leur vie.

À cet effet, nous nous proposons, à l'échelon national, de :

a) Entreprendre au plus vite d'identifier les mesures qui créent dans l'économie des distorsions préjudiciables aux personnes vivant dans la pauvreté et de les modifier pour réduire ces distorsions. L'objectif devra être de maximiser les avantages qui résulteront pour les pauvres de la réforme, tout en réduisant les effets négatifs;

/...



b) Accorder davantage d'attention, dans les stratégies d'ajustement, à la répartition des dépenses publiques, de façon à éliminer les dépenses non rentables, tout en protégeant les dépenses sociales en faveur des pauvres et en améliorant la qualité;

c) Entreprendre de vastes consultations et discussions au sein du gouvernement et avec les principaux éléments de la société civile au sujet des programmes de réforme afin que le public ait plus de part à ces derniers;

À cet effet, nous nous proposons, à l'échelon international, de :

d) Demander que l'impact de la nature et du rythme des réformes macro-économiques et des mesures d'ajustement sur la pauvreté, l'emploi, l'investissement et l'environnement soit pris en compte dans les programmes d'ajustement appuyés par les donateurs;

e) Demander que les banques multilatérales de développement et les autres donateurs redoublent d'efforts pour mettre en place des mécanismes de protection d'un bon rapport coût-efficacité et bien ciblés pour amortir les effets négatifs des mesures d'ajustement nécessaires sur les plus vulnérables.

#### Engagement 8

##### Ajout proposé

Demander au Secrétaire général des Nations Unies d'instituer immédiatement une commission chargée de recommander de nouvelles modalités de collecte de fonds internationaux pour financer des programmes concernant les problèmes sociaux planétaires, d'autres aspects du développement social et économique et les secours aux victimes des catastrophes.

##### Ajout proposé

Encourager les flux de capitaux privés, particulièrement sous forme d'investissements étrangers directs dans les pays en développement, éventuellement dans le cadre de coentreprises avec des investisseurs nationaux, non seulement dans des entreprises commerciales ou industrielles, mais aussi, à l'occasion de la privatisation, dans des projets d'infrastructure ou d'équipement social de base.

##### Ajout proposé

Taxer la consommation des ressources non renouvelables afin d'aider à résoudre les problèmes financiers et écologiques et étudier d'autres sources possibles de financement du développement social, par exemple la perception de redevances et l'utilisation des fonds des caisses de retraite et d'assurance.

(Plusieurs participants ont mentionné la formule 20/20, la taxe Tobin et d'autres formules novatrices de financement du développement.)

Six propositions du Groupe des 77 au sujet du financement international du développement social

1. Programmes d'ajustement structurel

Les programmes d'ajustement structurel devraient être orientés vers des objectifs de développement social – éradication de la pauvreté, création d'emplois productifs, promotion de l'intégration sociale. Plus précisément, ils ne devraient pas entraîner de réductions des dépenses de première nécessité (alimentation, santé, logement, éducation, infrastructures matérielles, adduction d'eau) car les groupes les plus faibles et les plus pauvres souffrent de façon disproportionnée de ces réductions. La Banque mondiale, le FMI et les autres institutions multilatérales de financement devraient être invités à incorporer des objectifs de développement social dans leurs politiques, programmes et opérations (voir Engagement 7).

2. Conversion de la dette en vue d'objectifs sociaux

a) Annulation de la dette des pays africains et des pays les moins avancés envers des créanciers publics à une date ou des dates-butoirs déterminées, selon la situation dans le pays ou la région considérés, les pays d'Afrique subsaharienne devant avoir la priorité absolue;

b) Réduction générale de la dette des autres pays en développement, dans des délais déterminés;

c) Engagement des pays dont la dette sera annulée ou réduite d'investir les ressources ainsi libérées dans des programmes de développement social.

3. Réduction de la dette des pays en développement à l'égard d'organismes multilatéraux selon des formules telles que celle qui a été récemment envisagée à Madrid

4. Objectif de 0,7 % du PIB pour l'APD

Réalisation dans des délais déterminés de l'objectif de 0,7 % du PIB pour l'APD (voir Engagement 8).

5. Activités opérationnelles

Accroissement du financement des activités opérationnelles de l'ONU et des institutions spécialisées dans le domaine du développement social (voir Engagement 8).

6. Ressources nouvelles et additionnelles

Engagement de mobiliser des ressources nouvelles et additionnelles pour réaliser les objectifs du Sommet social (voir Engagement 8).

## Proposition de l'Union européenne sur les ressources nationales et internationales

### Justificatif

Les ressources investies dans le développement peuvent provenir de nombreuses sources : intérieures et internationales, privées et publiques. La responsabilité de créer ces ressources, de les mobiliser et de les répartir efficacement incombe collectivement à tous les acteurs : pays en développement et pays industrialisés, gouvernements, ménages et ONG, entreprises nationales et étrangères, institutions internationales. Les liaisons économiques et institutionnelles entre les catégories de ressources et la division du travail entre les acteurs appellent une approche globale et intégrée.

### Engagement 8

En vue d'atteindre les objectifs du Sommet, nous accroîtrons dans des proportions notables et répartirons plus efficacement, au moyen d'initiatives nationales et en nous appuyant sur la coopération internationale, les ressources affectées au développement social.

À cet effet, nous nous proposons, à l'échelon national, de :

a) Appliquer des politiques macro-économiques et structurelles visant à accroître les investissements productifs et l'épargne intérieure afin de créer une base stable pour la croissance à l'appui d'un développement social durable; dans ce contexte, l'équité et l'efficacité pourraient être grandement améliorées dans les pays en développement et les pays en transition si l'accès aux ressources productives (crédit, terre, éducation) était assuré, surtout aux petites et moyennes entreprises, au secteur rural et, en vue de son intégration graduelle, au secteur non structuré;

b) Veiller à ce que les régimes fiscaux soient économiquement et écologiquement efficaces, justes et progressifs, afin que les particuliers et les entreprises soient taxés en fonction de leur capacité contributive;

c) Réduire les dépenses militaires excessives et répartir les crédits budgétaires en accordant la priorité aux postes suivants : éducation, formation, logement, soins de santé primaires, y compris la santé génésique, eau salubre et assainissement;

d) Assujettir la perception de l'impôt et l'utilisation des ressources publiques à un système de responsabilités et combattre la corruption;

e) Diversifier les sources de financement pour l'exécution de programmes sociaux et la création d'infrastructures de bonne qualité et d'accès facile, en ayant recours, le cas échéant, à la privatisation sur la base d'une concurrence loyale.

À l'échelon international, nous nous proposons de :

a) Contribuer à accroître les flux internationaux de capitaux, de technologies et de compétences, de façon à transférer aux pays en développement et aux pays en transition des ressources adéquates pour le développement en libéralisant encore les marchés internationaux et en appliquant des politiques nationales visant à attirer et à absorber ces ressources transférées par le biais du marché;

a) bis Encourager une coopération directe entre tous les acteurs et promouvoir l'investissement étranger direct et les liaisons technologiques au moyen de coentreprises, notamment pour les programmes et équipements sociaux;

b) Appliquer fidèlement et selon le calendrier convenu les résultats des négociations d'Uruguay, y compris les dispositions complémentaires contenues dans les Accords de Marrakech, car il existe une synergie entre la croissance générale des revenus, celle de l'emploi et celle des échanges [ancien 9 b)];

c) Contrôler la façon dont la libéralisation des échanges accélère ou freine la satisfaction des besoins élémentaires dans les pays en développement en accordant une attention particulière aux nouvelles initiatives visant à leur ouvrir davantage de possibilités de commerce extérieur [ancien 9 c)];

d) Faire en sorte que soit atteint l'objectif convenu, à savoir que 0,7 % du PNB soit consacré à l'aide publique au développement le plus tôt possible, et nous efforcer d'accroître la part des ressources consacrée aux programmes de développement social, de façon qu'elle soit à la mesure de l'importance et de l'ampleur des activités nécessaires pour atteindre les objectifs et les buts de la Déclaration et du Programme d'action; dans l'APD, donner une priorité élevée à la lutte contre la pauvreté et aux besoins des pays les moins avancés, en particulier ceux d'Afrique [ancien 9 a)];

e) Veiller à ce que les accords d'allégement de la dette soient appliqués d'urgence et négocier d'autres mesures pour réduire au plus tôt la dette des pays gravement endettés, notamment au moyen de conditions plus favorables de remise de la dette, et en particulier de réduction du stock de la dette de certains pays à bas revenu. Dans des cas appropriés, il faudrait que les pays les plus pauvres et les plus gravement endettés, en particulier les pays d'Afrique, bénéficient d'une réduction suffisante de leur dette à l'égard de créanciers bilatéraux pour pouvoir s'affranchir des processus de rééchelonnement et pour faciliter les réformes économiques. Nous devrions encourager toutes les institutions internationales de financement à examiner des propositions et à étudier les meilleurs moyens de régler le problème de la dette des pays les plus pauvres [ancien 9 d)].

En matière de coopération internationale et d'assistance financière internationale, il faudra se préoccuper des besoins des pays en transition.

Engagement 9

Variante proposée de l'Engagement 9 a) – texte inspiré de la Déclaration de Rio

a) Atteindre au plus tôt et en tout cas pas plus tard qu'en l'an 2000 l'objectif convenu de 0,7 % du PIB pour l'aide publique au développement et nous efforcer d'accroître les financements destinés aux programmes de développement social, de façon qu'ils soient à la mesure de l'importance et de l'ampleur des activités nécessaires pour atteindre les objectifs de la Déclaration et du Programme d'action.

Variante proposée de l'Engagement 9 a)

a) Nous nous engageons à ne pas réduire le flux total d'aide publique au développement.

Variante proposée de l'Engagement 9 f)

f) Prévoir une réunion de suivi pour examiner l'avancement de la mise en oeuvre du Programme d'action défini par le Sommet et prendre des décisions concertées sur les nouvelles initiatives éventuellement nécessaires.

Ajout proposé

Prendre des mesures pour indemniser les pays en développement, surtout les pays africains, lésés par les résultats des négociations d'Uruguay.

Ajout proposé

Développer efficacement le cadre de la coopération internationale conformément à ce qui a été convenu, notamment dans la Charte des Nations Unies, la Stratégie internationale de développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, et Action 21.

Variante proposée de l'Engagement 9 f)

f) Organiser, d'ici à l'an 2000, un examen à mi-parcours de l'état d'avancement des accords issus du Sommet, afin d'étudier de nouvelles initiatives et l'éventualité d'un deuxième Sommet mondial pour le développement social.

-----